

Questions orales

M. Beatty: Monsieur le Président, les députés du NPD posent des questions et nous empêchent ensuite de répondre. Il me semble que par simple politesse envers la Chambre, ils devraient se donner la peine d'écouter les réponses.

La députée n'ignore pas que le crédit d'impôt pour enfants a augmenté de plus de 50 p. 100 entre 1984 et 1989.

Elle devrait savoir aussi que la pauvreté en général, notamment celle qui touche les enfants, est en recul au Canada.

Elle devrait savoir que le gouvernement s'est engagé à prendre des mesures importantes pour combattre les agressions sexuelles dont sont victimes les enfants et pour lutter contre la violence au sein de la famille.

Toutes ces mesures témoignent de l'engagement du gouvernement à venir en aide aux familles au Canada. C'est un engagement sérieux qui mérite son appui.

[Français]

L'ACCORD DU LAC MEECH

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et porte sur les rencontres que le premier ministre a eues avec ses homologues provinciaux afin d'éliminer les résistances de ceux qui font obstacle à la ratification de l'Accord du lac Meech.

Je voudrais demander au vice-premier ministre s'il est prêt à donner aujourd'hui un bref compte rendu à la Chambre et au peuple canadien de l'état des négociations et si possible aussi, nous dire si on peut espérer que l'impasse soit résolue d'ici quelque temps?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je ne crois pas pouvoir ajouter quoi que ce soit à ce qui a été déclaré hier à la Chambre par le premier ministre suppléant, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures sauf que, comme le député doit le savoir, le sénateur Lowell Murray est allé à Terre-Neuve rencontrer le premier ministre Wells, toujours dans le but d'amoinrir les divergences d'opinion, de s'entendre sur le processus et de chercher le moyen d'amener les premiers ministres qui n'ont pas encore jugé bon d'entériner l'accord, à le faire.

Dès que nous pourrons faire état d'un véritable déblocage, je suis convaincu que le premier ministre ou un porte-parole du gouvernement l'annoncera à la Chambre. Des progrès ont été accomplis, mais ils ne semblent pas assez marquants pour justifier la convocation d'une conférence des premiers ministres.

Il serait juste de dire que c'est l'objectif recherché pendant que nous réglons certains détails soulevés lors des rencontres entre le premier ministre du Canada et chacun des premiers ministres des provinces.

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, les consultations durent depuis déjà un certain temps. Les Canadiens s'inquiètent. Ils voudraient avoir l'assurance que le gouvernement maîtrise la situation.

Le vice-premier ministre peut-il dire à la Chambre si une conférence des premiers ministres aura lieu cette semaine? Où aura-t-elle lieu, quel jour et sinon, pourquoi?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Il m'est impossible de donner une réponse exacte à cette question, monsieur le Président. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures l'a déclaré hier et je le répète, l'objectif est d'amoinrir les divergences de vues.

Je crois qu'il serait juste de dire que nous enregistrons des progrès.

Le sénateur Murray reviendra de Terre-Neuve plus tard aujourd'hui. Il informera le premier ministre des résultats de ses discussions. Peut-être aurons-nous des renseignements à communiquer à la Chambre plus tard cette semaine.

Je suis désolé, mais je ne peux pour le moment pas donner de date précise au député.

* * *

L'INDUSTRIE

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, comme d'autres pays ne permettent pas que leurs principales industries tombent aux mains d'étrangers, le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie peut-il nous expliquer comment le Canada peut tirer avantage d'une telle situation lorsqu'elle se produit ici?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, il est évident que je n'ai pas la même perception que mon collègue de Willowdale de la propriété étrangère au Canada.